



REPÚBLICA DE CABO VERDE

---

---

---

INTERVENTION

DE

S.E. M. ANTONIO PEDRO MONTEIRO LIMA  
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT  
DE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT

A L'OCCASION DE LA CONFERENCE  
DES NATIONS UNIES SUR LA CRISE FINANCIERE ET  
ECONOMIQUE MONDIALE ET SON INCIDENCE  
SUR LE DEVELOPPEMENT

New York, le 26 juin 2009

Monsieur le président,

Je voudrais au nom du Président de la République et des autorités du Cap vert vous remercier d'avoir convoqué cette conférence de haut niveau sur la crise financière mondiale et son impact sur le développement qui nous donne l'occasion d'exprimer notre opinion sur celle-ci et d'exposer son impact sur l'économie et le développement de mon pays .

Monsieur le président,

Pour un pays en développement et de surcroît des îles comme le Cap Vert, petites, vulnérables et déjà soumises aux aléas du changement climatique et des répercussions douloureuses de la crise alimentaire et énergétique, se retrouver dans la tourmente d'une crise financière sans précédent par son ampleur met durement à l'épreuve la capacité d'action des responsables, l'esprit de sacrifice des populations et les marges de manœuvres des institutions économiques et financières locales. Le fait est que nous subissons de plein fouet les effets d'une crise dont nous ne sommes responsables en rien et que nous sommes conscients que sans une réponse adéquate interne et des actions fermes et soutenues au niveau international, à la mesure de celle-ci, nous risquons de nous

retrouver dans une situation remettant en cause tous nos acquis, tous les progrès réalisés depuis un peu plus de trois décennies. Cela, vous en conviendrez est proprement inacceptable et de ce fait, il nous semble indispensable d'approfondir la connaissance des causes de cette crise, de bien en comprendre le déroulement et les impacts divers, pour pouvoir prendre les mesures adéquates et concertées susceptibles de la juguler, de la maîtriser et de la surmonter.

Il nous semble que tous les analystes et observateurs s'accordent pour voir dans la dérégulation du marché l'une des causes majeures de la crise financière qui a amené nombre de gouvernements à rompre avec les pratiques sacro-saintes du passé et impliquer l'Etat dans la sauvegarde d'entreprise privées, restaurant ainsi l'autorité publique pour empêcher que les déficiences du marché qui ont entraîné une crise économique qui atteint tous les pays et toutes les régions du monde n'entraîne celle-ci dans une crise humanitaire sans précédent. Car, nous semble t-il, c'est bien de cela qu'il s'agit à présent : il faut sauver le monde d'une crise humanitaire catastrophique qui se profile derrière la crise économique et financière qui nous accable.

Les faits sont déjà connus et les institutions internationales concernées tirent depuis longtemps déjà les sonnettes d'alarme. Si nous n'y prenons

garde en effet, et surtout si l'on continue d'hésiter à intervenir vigoureusement ou d'agir au compte goutte pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables, l'on prédit que plus de 53 millions de personnes viendront grossir en 2009, les rangs des centaines de millions d'autres qui déjà vivent en dessous du seuil de pauvreté. De récentes estimations suggèrent que l'augmentation des prix alimentaires de 2006 à 2008 couplée à la crise économique globale, augmentera le nombre de personnes ayant faim dans le monde de plus d'un milliard en 2009.

L'on s'attend à ce que l'économie globale se réduise de 1,7% en 2009. La croissance du produit national brut des pays en développement devrait ralentir dans une proportion de 2,1% et les récessions s'étendront dans les pays développés. Derrière ces chiffres glacés se cache une réalité faite de drames individuels et collectifs, des désespoirs sans nom et des conflits qui couvent pour assombrir demain l'avenir de l'humanité.

Ainsi, cette crise économique et financière globale actuelle pose de nouveaux défis dans l'achèvement du premier objectif du développement du millénaire concernant l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim et cela aura des répercussions néfastes sur d'autres ODM, les 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, notamment, qui concernent la santé maternelle et la mortalité infantile. Les femmes et les enfants sont particulièrement en risque du

point de vue de leurs besoins nutritionnels, pour être les plus vulnérables, du fait du statut social déprécié qui est leur lot dans de nombreuses régions du monde.

Cette situation globale qui voit l'extension de la pauvreté aux quatre coins de la planète, exacerbe les tensions sociales et attise les ingrédients de crise partout dans le monde, doit nous inciter à agir de façon plus coordonnée, plus volontariste, plus efficiente, afin d'éviter que de proche en proche les drames ne s'accumulent et le désespoir ne gagne, alimentant tous les ressentiments qui nourrissent l'extrémisme et les situations de rupture. Dans ce cadre, la réforme des institutions financières vers plus de transparence, plus d'efficacité et de régulation semble devoir s'imposer. Nous recherchons aujourd'hui la cohérence du système des Nations Unies. Nous serions avisés d'en faire de même pour le système financier au niveau global.

Le repli sur soi et le protectionnisme, dans ce contexte, reviendraient à condamner des centaines de millions de démunis à une déchéance certaine. Il n'est pas vain aujourd'hui d'appeler encore et encore à une solidarité renouvelée et à une contribution accrue des partenaires au développement pour éviter des conséquences désastreuses pour les plus

pauvres et les plus vulnérables, mais aussi pour le village globalisé qui est le nôtre.

Monsieur le président,

Le Cap Vert est une nation archipélagique dont la graduation au statut de pays à revenu intermédiaire est intervenue en 2008, mais qui demeure un pays très vulnérable du fait, notamment, de la discontinuité territoriale, de l'érosion rapide des sols et de la désertification accélérée. Le pays, d'autre part, ne produit que 20% de ses besoins alimentaires et seuls 10% de ses terres se prêtent à l'Agriculture, d'où son extrême dépendance de l'extérieur sur tous les plans, alimentaire, énergétique, produits manufacturés, etc.

Mais, malgré cette vulnérabilité extrême, Le Cap Vert a su bâtir une nation fondée essentiellement sur une gouvernance démocratique qui s'affirme d'année en année et un respect renouvelé de l'Etat de droit, une gestion économique maîtrisée et libre de toute corruption, un investissement remarquable dans le secteur social avec un accent tout particulier sur l'Education et la santé ; le soutien continu de nos partenaires au développement et un haut niveau de rémittences provenant de notre diaspora.

Si notre économie aujourd'hui pourrait être qualifiée de dynamique et de prometteuse, nous pensons que nous le devons essentiellement à notre sens du pragmatisme et du réalisme ; à une gestion stricte des finances publiques, à un suivi pointilleux du budget de l'Etat et à différentes mesures prises, notamment, en faveur des segments les plus vulnérables de la population. Nous avons progressé de façon remarquable dans plusieurs des objectifs du Millénaire.

Mais avec la crise financière , nous constatons une rapide diminution de l'investissement direct extérieur ( de 58,8% en 2006, l'IDE est passé à 33,3% en 2007 et à 4% en 2008) ; le secteur de l'immobilier touristique est en chute libre et les baisses dans le revenu du tourisme sont attendues ; les rémittences de la diaspora semblent également suivre le mouvement à la baisse de la situation ambiante ( son poids dans le PIB en % est passé de 12,2% en 2005 à 8,7% en 2007 et semble s'accroître ).Une révision à la baisse du Produit Intérieur Brut est prévisible .

Monsieur le Président,

Avec la crise financière et économique globale qui semble tout balayer sur son chemin, il serait illusoire de croire qu'un petit pays, même méritant comme le Cap Vert pourra seul faire face à la tourmente quelque soit le

courage de sa population, quelque soit la volonté intransigeante de ses autorités de faire front, notamment par une maîtrise de ses atouts politiques, une gestion saine et soutenue de son économie et des sacrifices sans bornes consentis par tous. Il est plus que prévisible que sans l'appui de nos partenaires de toujours, étatiques comme institutionnels, nous risquons d'être rattrapés par la tempête et de nous trouver confrontés à la dure réalité d'un développement gangréné, avec toutes ses conséquences désastreuses et peut être à l'effritement de notre statut de pays à revenu intermédiaire.

Ce serait assurément un échec dans notre volonté de développement durable mais aussi un échec de la communauté internationale elle même.

Mais nous sommes un pays jeune et l'avenir nous appartient ! Le défaitisme et le manque de confiance en soi sont des notions qui n'ont pas cours chez les Cap Verdiens.

Demain, après la crise, nous serons plus forts, nous irons plus haut, nous irons plus loin. Vous pouvez m'en croire !

Je vous remercie.